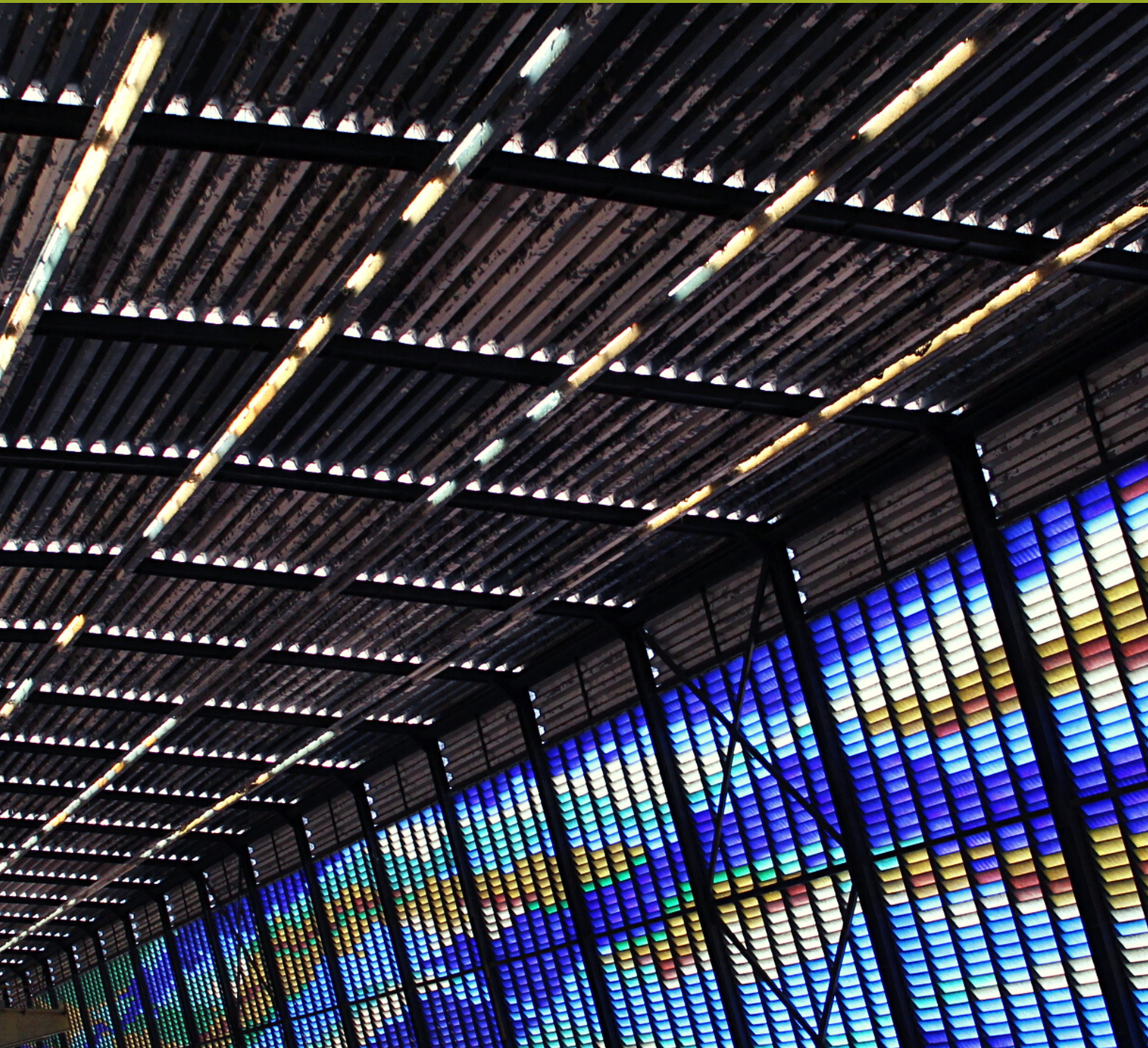




resource matters



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2018-2020

RESOURCE MATTERS EN BREF

L'organisation Resource Matters est née d'un constat : le contraste déconcertant entre l'immense richesse en ressources naturelles de la République Démocratique du Congo et le manque de développement socio-économique de sa population.

L'organisation souhaite contribuer à surmonter ce paradoxe. Nous nous engageons dans la durée pour développer une expertise reconnue et de rigueur scientifique, non pas à des fins académiques mais dans le but d'obtenir des résultats directs et tangibles au profit de la population. Par la recherche, le plaidoyer et un engagement constructif, nous voulons notamment promouvoir des politiques et des pratiques pour permettre à la population de jouir des retombées des vastes ressources naturelles du pays, et réduire celles qui favorisent la corruption ou d'autres pratiques néfastes.

Au cœur de la stratégie de Resource Matters se trouve notre étroite collaboration avec les groupes de la société civile locale que nous encourageons à travailler en réseau et à agir collectivement.

Les activités de Resource Matters s'articulent autour des cinq axes suivants :

- La recherche, la documentation et l'analyse critique des politiques, lois, normes et pratiques de gouvernance des ressources naturelles ;
- La promotion de la transparence dans le secteur des ressources naturelles et la redevabilité des décideurs qui sont à même d'influencer leur gestion ;
- La facilitation d'échanges d'expertises entre acteurs oeuvrant dans les différents secteurs des ressources naturelles ;
- Le renforcement des compétences des acteurs oeuvrant pour l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles ;
- La sensibilisation et la mobilisation de la population, mais aussi des acteurs politiques, économiques et sociaux sur les enjeux liés aux ressources naturelles.

PARTENAIRES SOCIÉTÉ CIVILE



PARTENAIRES SOCIÉTÉ CIVILE

Travailler avec les organisations locales est au cœur de la politique de Resource Matters : nous sommes convaincus que les Congolais doivent être en première ligne pour arriver à surmonter de manière durable le contraste entre les richesses naturelles d'un pays et la pauvreté de sa population.

Ainsi, nous leur offrons un accompagnement technique et financier pour préparer leurs stratégies et réaliser leurs propres objectifs. Nous encourageons les synergies d'action pour permettre un partage d'expériences et accroître leur capacité à faire entendre leur voix.

Nous travaillons notamment avec les partenaires suivants :

- Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH - mines)
- African Resources Watch (AfreWatch - mines et énergie)
- Cadre de Concertation de la Société Civile sur les Ressources Naturelles en Ituri (CdC/RN - mines et énergie)
- Centre Congolais pour le Droit du Développement Durable (CODED - énergie)
- Coalition des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Réformes et de l'Action Publique (CORAP - énergie)
- Coalition pour la Gouvernance des Entreprises Publiques (COGEP - mines)
- Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO - énergie)
- Conseil Régional des Organisations Non Gouvernementales de Développement (CRONGD - Kasai-Oriental - énergie)
- Initiative pour la Bonne Gouvernance et les Droits Humains (IBGDH - mines et énergie)
- Justice pour Tous (JPT - mines et énergie)
- Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (OEARSE - mines et énergie)



PARTENAIRES ACADÉMIQUES

En outre, l'esprit de rigueur scientifique de l'organisation se reflète dans ses collaborations avec diverses institutions académiques :

- Le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Energies Renouvelables Kitsisa Khonde de l'ISTA à Kinshasa, RD Congo
- L'Institut de Sciences Politiques à Paris, France
- L'Université du Cap à Cape Town, Afrique du Sud
- Le Reiner Lemoine Institut à Berlin, Allemagne
- L'Institut Royal de Technologie (KTH) à Stockholm, Suède
- Le Groupe d'Etude sur le Congo de l'Université de New York à New York, Etats-Unis



SECTEURS D'INTERVENTION

ENERGIE

Le Congo dispose d'un potentiel énergétique parmi les plus importants dans le monde. Pourtant, il figure parmi les pays les moins électrifiés de la planète.

C'est pourquoi l'organisation plaide pour un meilleur accès de la population congolaise à une électricité propre et de qualité, en particulier via la promotion des énergies renouvelables et respectueuses de l'environnement. Elles visent aussi à contribuer à la transparence et à la bonne gouvernance dans un secteur essentiel pour lutter contre la pauvreté et contre le changement climatique.

Concrètement, notre projet **Mwinda** vise à identifier les meilleures solutions d'électrification à travers le pays en partenariat avec trois institutions académiques et le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques.

Avec le réseau **Mwangaza**, nous plaidons par ailleurs pour la réhabilitation des barrages abandonnés, la réservation d'une part plus importante d'électricité à la population dans les nouveaux investissements, ainsi que le respect des droits des communautés affectées.

MINES

Le Congo dispose aussi d'énormes ressources minières. Pourtant, ces ressources n'ont pas encore servi de levier de développement.

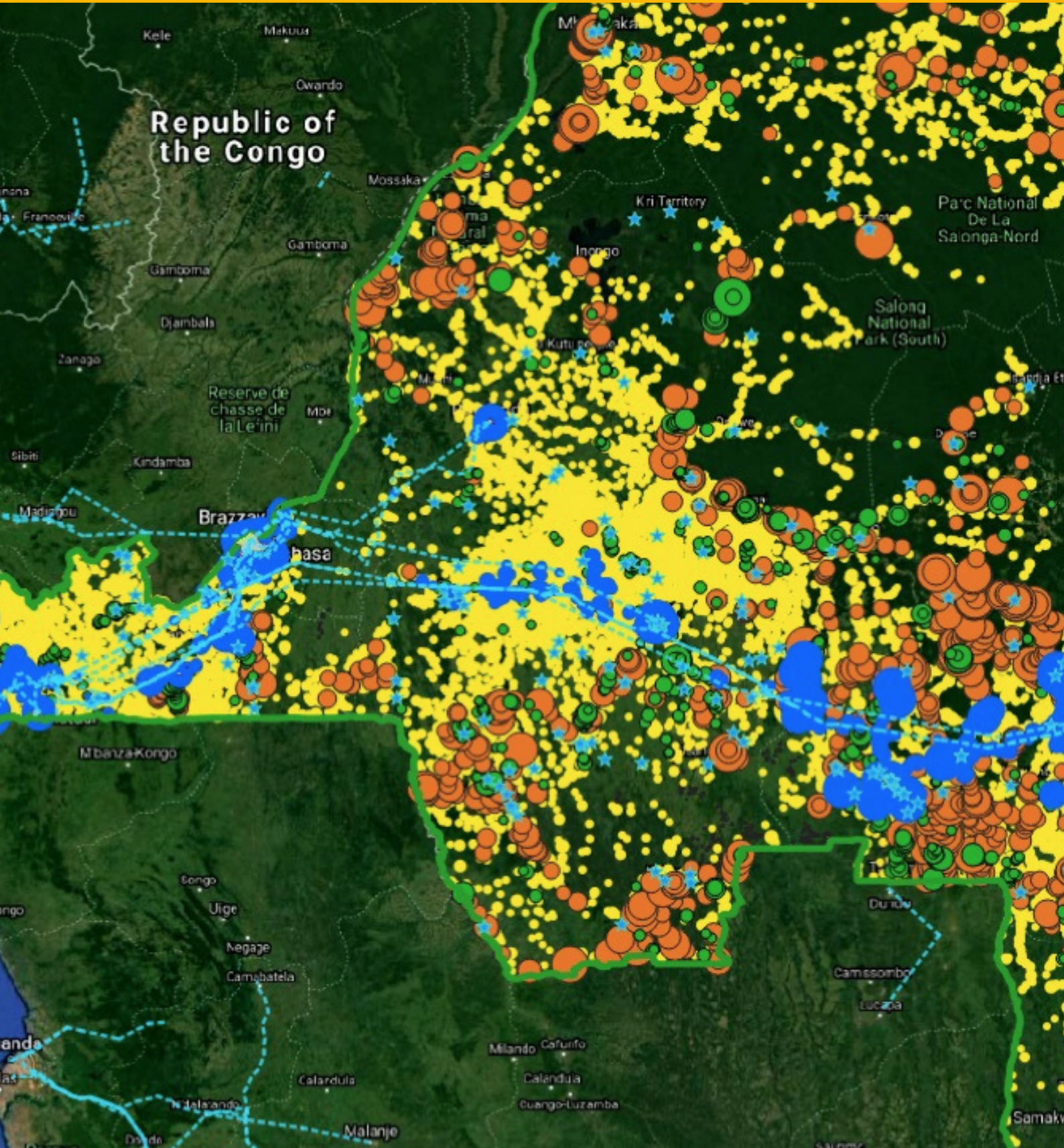
Le secteur minier constitue une priorité pour Resource Matters du fait de son importance macroéconomique et de son potentiel fiscal pour stimuler le développement du Congo et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté.

Resource Matters se focalise sur les investissements les plus importants en termes de capital, en particulier dans le secteur du cuivre-cobalt au sud-est du Congo.

Avec le consortium **Makuta ya Maendeleo**, Resource Matters plaide pour que les redevances minières destinées aux administrations locales soient collectées et gérées de manière transparente et responsable.

Avec la coalition **Le Congo n'est pas à vendre**, Resource Matters lutte contre la grande corruption qui affecte le secteur et prive la population de ce qui devrait lui revenir.

ENERGIE



MWINDA PONA CONGO

La RDC est dotée d'énormes potentialités en ressources énergétiques qui pourraient servir à électrifier le pays. Or quelles sont les solutions d'électrification à moindre coût ? Avec le projet Mwinda pona Congo, "lumière pour le Congo" en lingala, nous visons à déterminer les meilleures solutions d'électrification pour chaque partie du pays.

L'objectif visé est de rechercher, produire et mettre à disposition les meilleures données disponibles sur les ressources énergétiques, la demande en électricité et les solutions d'électrification, notamment pour informer les différents niveaux de l'administration congolaise, les futurs investissements publics et privés dans le secteur. Les données permettent aussi d'informer les organisations de la société civile pour contribuer à leur quête constante d'équité dans la production et la distribution électrique à travers le pays.

Resource Matters coordonne ce projet en collaboration avec l'Université de Cape Town (UCT, Afrique du Sud), le Reiner Lemoine Institut (RLI, Allemagne) et l'Institut Royal de Technologie de Stockholm (KTH, Suède).

**PARTENAIRE
GOUVERNEMENTAL**

UCM

Après plusieurs années de collaboration informelle, Resource Matters a conclu un protocole d'accord avec l'Unité de Coordination et de Management des Projets du Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (UCM). Ceci permet un partage des données pour améliorer la qualité des travaux de modélisation et d'assurer une meilleure complémentarité avec les autres projets coordonnées par l'UCM.

MWINDA PONA CONGO

La première phase a permis d'identifier les meilleurs données, les outils de modélisation les plus appropriés et les partenaires académiques avec qui nous réaliserons le projet.

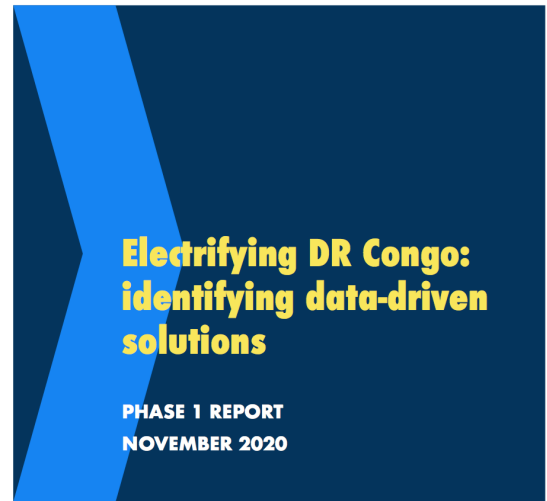
Collecte des données

Nous avons identifié les ce qui était disponible sur les ressources énergétiques, les données démographiques, et les indicateurs permettant d'estimer la demande énergétique des ménages. Le plus grand défi étant d'estimer la demande des ménages, nous avons réalisé une enquête auprès de plus de 2.000 foyers dans les zones urbaines, péri-urbaines et rurales de la ville-province de Kinshasa. Nous avons aussi tenté de collecter les [meilleures données sur le potentiel hydroélectrique](#).

Sélection de l'outil Open Source Spatial Electrification Tool (OnSSET)

Nous avons fait une étude comparative des logiciels disponibles pour déterminer les solutions d'électrification, optant finalement pour OnSSET et OSeMOSYS.

L'équipe RM a bénéficié d'une assistance technique de KTH (l'Institut Royal de Stockholm, un des partenaires académiques de Resource Matters) afin d'acquérir l'expertise nécessaire pour manipuler et faire des scénarios d'analyse avec OnSSET.



Resource Matters

and

Energy Systems Research Group,
University of Cape Town



[Électrification de la RDC : À la recherche de pistes de solution](#) – Resource Matters & University of Cape Town – Novembre 2020

Les résultats de la première phase sont captés dans un rapport détaillé, qui a été présenté aux parties prenantes du secteur lors d'une Matinée sur l'Électrification début décembre 2020 à Kinshasa.

MWINDA PONA CONGO

PARTENAIRES ACADÉMIQUES

Le projet de modélisation des solutions d'électrification étant hautement technique, Resource Matters a la chance de travailler avec plusieurs institutions académiques qui sont reconnues comme leaders dans le domaine.

ENERGY RESEARCH CENTER, CAPE TOWN UNIVERSITY



L'ERC est un centre de recherche multidisciplinaire qui s'intéresse à la technologie, la politique et le renforcement de capacités des acteurs du secteur de l'électricité. La collaboration avec Resource Matters a débuté en 2019 (voir étude Phase 1). Le rôle de l'ERC dans le projet est de faire l'analyse des meilleures solutions d'alimentation des trois grands réseaux existants en utilisant le logiciel OSeMOSYS.

L'Institut Reiner Lemoine est un Centre de recherche indépendant allemand spécialisé dans la planification de systèmes énergétiques géospatiaux, avec une expertise particulière dans les pays en voie de développement (Nigéria, Myanmar, ...). Dans le projet, RLI est chargé de d'améliorer notre modélisation de la demande d'énergie et la capacité des ménages à payer pour l'électricité et les services énergétiques.

REINER LEMOINE INSTITUT BERLIN



ROYAL INSTITUT OF TECHNOLOGY STOCKHOLM



La division *Energy Systems* de KTH est parmi les leaders mondiaux dans la modélisation de solutions d'électrification. Elle développe des outils de modélisation comme OnSSET et OSeMOSYS et a lancé la *Global Electrification Platform*. Dans ce projet, KTH améliore les données sur le potentiel hydroélectrique, sur le tracé du réseau, et assure l'intégration des résultats de OSeMOSYS et d'OnSSET.

MWANGAZA

Mwangaza est un réseau d'organisations de la société civile congolaise appuyées techniquement et financièrement par Resource Matters, qui travaillent ensemble pour promouvoir l'accès à l'électricité pour tous, à travers la recherche et le plaidoyer sur des sujets spécifiques.

Depuis 2017, les partenaires Mwangaza ont documenté des projets hydroélectriques à travers la RDC, pour comprendre comment ils contribuent - ou non - à l'accès des populations à l'électricité, et ont défendu les droits des communautés locales vivant à proximité de nouveaux projets énergétiques. Ils luttent aussi pour la transparence, afin d'encourager la bonne gouvernance et combattre la corruption qui sévit dans le secteur.

Notre ambition est de promouvoir au sein de la société civile congolaise un groupe d'acteurs conscients du rôle important de l'électricité pour le développement du pays, et de la nécessité d'en faire bénéficier le plus grand nombre. Nous avons commencé avec 4 organisations dans 3 provinces en 2017, pour passer ensuite à 8 en 2018, et nous en espérons 10 pour 2021 qui seront répartis dans 8 provinces de la RDC.

Resource Matters a organisé une retraite stratégique en octobre 2020 à Zongo avec tous les partenaires Mwangaza pour passer en revue les défis et les enjeux de nos actions. Nous avons retenu trois principales priorités pour nos activités futures : le droit à l'électricité pour tous, les droits des communautés et une gouvernance responsable. Nous avons également opté pour un focus décentralisé, en accordant la priorité pour les politiques d'électrification des provinces où nos partenaires sont basés.





MWANGAZA

INGA III & L'ÉLECTRIFICATION DU CONTINENT AFRICAIN

RESOURCE MATTERS,
GEC & CODED



CONGO RESEARCH
GROUP

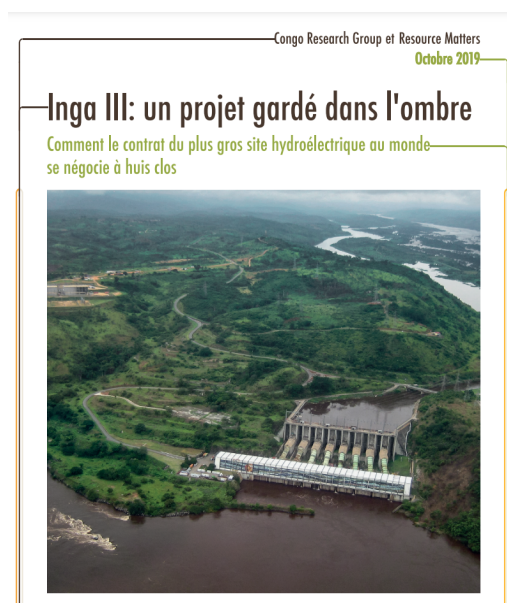


Inga est le site au plus grand potentiel hydroélectrique au monde et fait rêver tout Congolais à un accès à l'électricité stable et à moindre coût. L'étude de Resource Matters et du Groupe d'Etude sur le Congo (GEC), publiée en octobre 2019, indique que ces espoirs risquent d'être déçus.

Toutefois, la façon dont le projet a été géré entre 2015 et 2019 soulève des préoccupations liées à la transparence, à la gestion, à l'inclusion et à l'information du public. En outre, une importante partie de la société civile exprime sa crainte face à un projet qui risque de ne pas répondre aux attentes de la population congolaise, dont 80% n'a pas accès à l'électricité.

Suite à la publication du rapport, l'agence qui gère le projet a fait preuve de davantage d'ouverture. Par ailleurs, elle a déclaré qu'au moins 6 GW sur les 11 prévus seraient réservés à la consommation congolaise.

CODED a pris une part active dans la collecte des données qui a permis à RM et au GEC de publier le rapport sur Inga. Depuis lors, CODED est le partenaire Mwangaza qui continue à faire le suivi du projet Inga en particulier.



Inga III – Un Projet Gardé dans l'Ombre – Resource Matters & Groupe d'Étude sur le Congo – Octobre 2019

Avec l'appui d'un réalisateur congolais, CODED a produit un documentaire faisant le point sur le projet Inga 3, documentaire largement diffusé par les télévisions locales.

Outre le volet monitoring, CODED s'occupe aussi de suivre l'évolution de la législation du secteur et mène un plaidoyer actif en faveur d'une énergie propre. Aujourd'hui, le coordinateur de CODED est le porte-parole du Réseau Mwangaza.



MWANGAZA

BUSANGA & L'ÉLECTRIFICATION DE L'EX-KATANGA

SYNERGIE KATANGA



Composée de trois organisations (OEARSE, AfreWatch et IBGDH), la Synergie a axé son plaidoyer sur trois axes issus de leur étude du projet hydroélectrique de Busanga au Lualaba.

Droits des communautés

Plusieurs communautés délocalisées lors de la construction de Busanga n'ont pas été indemnisé de manière adéquate. Ayant appris que les autorités provinciales procéderaient à une délocalisation forcée, les trois organisations ont mobilisé des dizaines d'organisations à travers le pays pour demander des négociations avec le gouvernement provincial. Ceci a obligé le ministre provincial à les recevoir et à s'ouvrir au dialogue. La défense des droits des communautés affectées continue jusqu'à ce jour.

Actionnariat de Sicohydro

L'actionnariat de la société Sicohydro ne reflète pas les contributions des parties. En plus, 15% du projet appartient à une société écran opaque dont les bénéficiaires réels restent cachés. Le ministre de l'énergie a été interpellé à l'Assemblée nationale sur la question. Le débat reste d'actualité.



[Projet hydroélectrique de Busanga : Pas au courant, pas de courant](#) – AfreWatch & IBGDH & OEARSE – Septembre 2018

Energie réservée à la population

Sur les 240 MW de Busanga, aucune partie de l'électricité n'est réservée pour la population. La synergie a demandé aux autorités qu'une partie de l'électricité soit réservée à la population de Lualaba. Si le ministre provincial de l'énergie affirme que cela est prévu, aucun document officiel n'est venu confirmer cela. Le plaidoyer continue.



MWANGAZA

BUDANA & L'ÉLECTRIFICATION DE L'ITURI

CDC/RN ITURI



Basé à Bunia, le Cadre de Concertation étudie depuis 2018 comment améliorer l'accès à l'électricité dans la province de l'Ituri.

Réhabilitation de la centrale Budana

Le CdC a étudié la centrale hydroélectrique de Budana. Exploitée par la société étatique SOKIMO, la capacité opérationnelle est passée de 12.5 MW en 1940 à 3 MW aujourd'hui. L'état délabré de la centrale a poussé le CdC à mener un plaidoyer au niveau provincial et national pour sa réhabilitation en vue de permettre à la population de Bunia de bénéficier de son électricité.

Table ronde provinciale

Et même si elle était rétablie à sa puissance initiale, Budana ne pourrait répondre aux besoins énergétiques d'une région à vocation minière et à forte croissance démographique. Ainsi, avec les autorités provinciales, le CdC/RN a coorganisé une grande table ronde sur l'énergie, une première au niveau provincial au Congo, pour débattre de sur l'avenir du secteur de l'énergie dans la province. En 2020, CdC a été sollicité plusieurs fois par le Gouvernement provincial pour participer aux discussions survenant dans le secteur.

LA DERNIERE TURBINE DE BUDANA :
EPEE DE DAMOCLES POUR L'ELECTRIFICATION DE L'ITURI



[La dernière turbine de Budana :
Épée de Damoclès pour
l'électrification de l'Ituri](#) –
CdC/RN – Octobre 2018

Clubs des consommateurs

Le CdC a mis en place à Bunia des Clubs des consommateurs qui sont devenus des espaces de dialogue sur le manque d'électricité, et qui en outre servent d'interface d'échanges entre la population et les autorités. Le Cadre de Concertation a aussi développé, tout comme IBGDH au Lualaba, des émissions radio où ils dialoguent et sensibilisent la population.



MWANGAZA

ZONGO II & L'ÉLECTRIFICATION DE KINSHASA

CERERK (KINSHASA)



Le Centre d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables Kitsisa Khonde (CERERK) est un pool d'expertise académique rattaché à l'Institut Supérieur des Techniques Appliquées, spécialisé dans les énergies renouvelables.

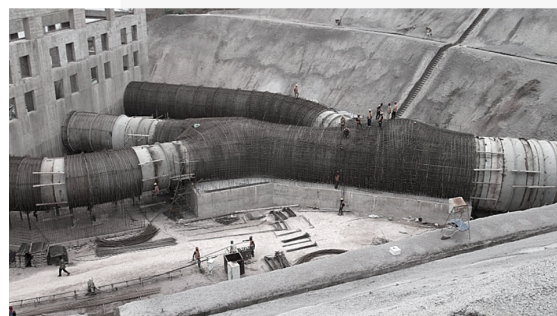
Le Centre d'Études et de Recherches sur les Énergies Renouvelables Kitsisa Khonde (CERERK ISTA/Kinshasa) a étudié les différentes phases du processus de développement du site de Zongo II, la plus grande centrale construite au Congo depuis Inga. Construite à proximité d'une autre centrale, celle de Zongo I, le but était de fournir de l'électricité à Kinshasa et à une partie du Kongo-Central.

Une centrale pour rien ?

L'étude met en avant le défaut de planification de ce projet et ses conséquences sur la construction du barrage. Plus cher et plus long à développer que prévu, Zongo II a failli devenir "une centrale pour rien", puisque la ligne de transport électrique n'avait pas été budgétisée et restait inachevée au moment de l'ouverture officielle de la Centrale. Les débats sur Zongo II ont continué lors du 1er Forum National sur l'énergie organisé par la présidence à

JUILLET 2019

ZONGO II: UN MODELE A SUIVRE?



CENTRE D'ETUDES DE DE RECHERCHES SUR LES
ENERGIES RENOUVELABLES KITSISA KHONDE DE
KINSHASA

Zongo II – Un modèle à suivre ?

– CERERK – Mars 2020

Matadi un mois après la publication du rapport. Le président de la République y a repris à son compte ce discours d'un projet inachevé et s'est engagé à la construction d'une ligne de transport.

Le professeur Bernard Ndaye, directeur du CERERK, continue à accompagner techniquement les membres du réseau Mwangaza.



MWANGAZA

ZONGO I, SANGA & LA RÉHABILITATION DES BARRAGES ABANDONNÉS

CORAP (KINSHASA)



CORAP est une plateforme d'ONG qui possède une expertise sur les questions énergétiques et travaillent sur plusieurs thématiques du secteur, allant des réformes législatives aux politiques énergétiques.

Avec Resource Matters, la CORAP a examiné les centrales de Zongo I et de Sanga dans la province du Kongo-Central, pour voir comment la réhabilitation de ces deux projets pourrait améliorer l'électrification de la capitale congolaise.

Cette étude a permis à la CORAP d'identifier des dizaines de centrales abandonnées à travers la République et de mener un plaidoyer pour leur réhabilitation. Depuis lors, la présidence a promis d'établir un fond pour la réhabilitation des barrages à travers le pays, et la nouvelle Agence d'électrification rurale (ANSER) s'est engagée à faire de la réhabilitation de cinq centrales sa priorité. Par ailleurs, l'étude a permis d'améliorer les relations avec les autorités et de donner une image plus constructive du plaidoyer mené par la société civile pour l'accès à l'électricité.

Depuis fin 2020, CORAP participe au nom de la société civile, à une Commission chargée de l'élaboration

DE L'OBSCURITÉ À LA LUMIÈRE

Nécessité de ressusciter les barrages
abandonnés

Cas de Zongo 1 et Sanga



[De l'obscurité à la lumière :
Nécessité de ressusciter les
barrages abandonnés - Cas de
Zongo I et Sanga](#) – CORAP –
Mars 2020

d'une politique nationale énergétique. Avec d'autres organisations dont les membres du Réseau Mwangaza, CORAP élabore un cahier des charges de la société civile sur cette problématique.

En outre, CORAP a lancé la dynamique Mwindi avec des mouvements citoyens et d'autres organisations de Kinshasa pour une grande campagne de sensibilisation avec ce slogan en lingala : « To Lembi Molili, Mwindi épéla » (marre du noir, nous voulons l'électricité).



RUZIZI I, II & L'ÉLECTRIFICATION DU SUD-KIVU

JUSTICE POUR TOUS (BUKAVU)



Justice Pour Tous

Basée dans le Sud-Kivu, Justice Pour Tous (JPT) a rejoint le groupe des partenaires Mwangaza en 2019 avec un focus sur les questions d'accès à l'électricité en provenance des centrales de Ruzizi I et II ainsi que le projet Ruzizi III.

Délestages

L'étude examine le lien entre la gestion la centrale Ruzizi I et II et les problèmes de délestage dans la ville de Bukavu et sa périphérie. Malgré l'existence des deux centrales électriques, la ville de Bukavu reste en grande partie dans le noir. C'est ainsi que JPT appelle à la réhabilitation des centrales de la Ruzizi et à la construction d'autres centrales afin de fournir l'électricité pour tous à l'horizon 2030.

JPT est en train d'organiser avec le soutien du Ministère provincial de l'énergie la première table ronde du secteur pour la province du Sud-Kivu.

Droits des communautés

Aussi, l'étude de JPT révèle que les communautés vivant autour de ces centrales n'avaient jamais reçu une juste indemnisation. Ceci est non seulement le cas pour Ruzizi II mais aussi pour la construction prévue de Ruzizi III. Ruzizi II



Ruzizi I et II : deux centrales et pas d'électricité à Bukavu et périphéries - Justice Pour Tous - Août 2020

et Ruzizi III sont deux projets intégrateurs dans le secteur énergétique au niveau de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et le projet NELSAP, qui interconnecte le Corridor Est partant de l'Éthiopie jusqu'à la partie est de la RDC.

Ainsi, en synergie avec Caritas Bukavu, les membres de l'Assemblée provinciale et le ministère provincial de l'énergie, JPT a élaboré une proposition d'édit sur les mesures de délocalisation, d'indemnisation, de compensation et de réinstallation des communautés locales affectées par les projets d'investissements au Sud-Kivu.

MINES









MAKUTA YA MAENDELEO

Le consortium Makuta ya Maendeleo œuvre pour que les revenus miniers destinés au niveau le plus décentralisé – les entités territoriales décentralisées – soient correctement collectés, alloués et dépensés dans des projets de développement durable. Grâce à la révision du Code Minier de 2018, 121 millions de dollars de redevances ont été versés à diverses ETD entre mi 2018 et fin 2019 – des entités qui n'avaient souvent pas de compte bancaire jusqu'à peu.

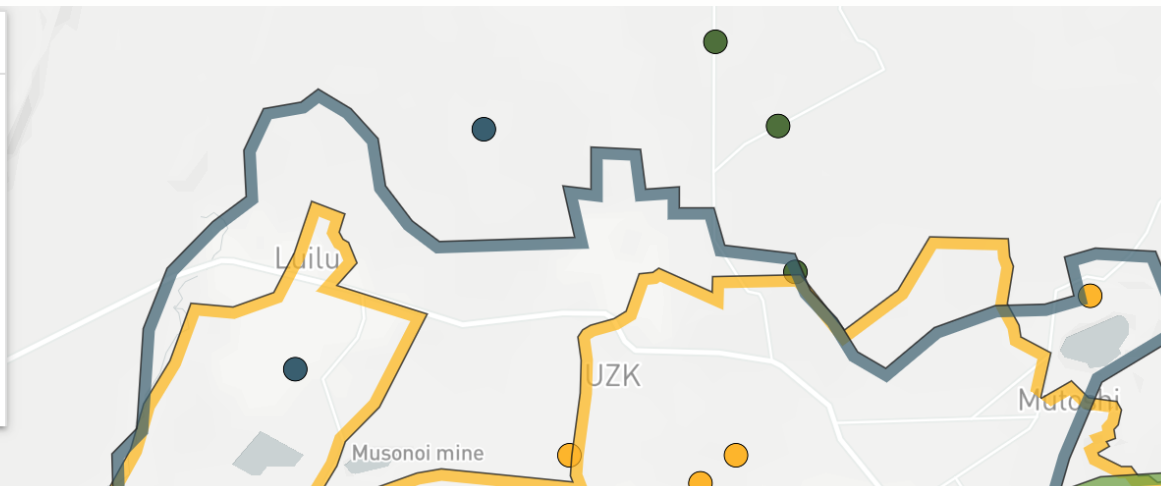
Le consortium est composé de cinq organisations locales basées dans les principales zones minières du pays : IBGDH et ADDH (Lualaba), OEARSE (Haut-Katanga), Justice Pour Tous (Sud-Kivu) et le CdC/RN Ituri, ainsi que de deux organisations internationales : Resource Matters et le Centre Carter.

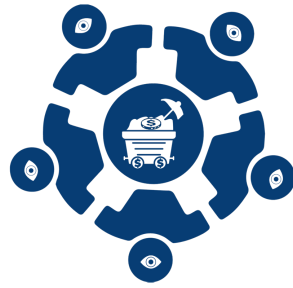
Le consortium s'est donné pour ambition de faire le monitoring de la redevance minière destinée aux ETD tout au long de la chaîne de gouvernance des industries extractives, c'est-à-dire de la génération des recettes jusqu'à leur dépense pour un développement durable. Le travail en consortium permet un riche échange d'expériences au-delà des frontières provinciales et d'unir les forces afin de défendre les intérêts des communautés qui ont droit à des retombées concrètes des dispositions du Code Minier révisé.

Kolwezi ville et Communes

-  Kolwezi selon Référentiel Géographique Commun RGC
-  Kolwezi selon Atlas CEPAS Atlas_St_Moulin
-  Kolwezi selon tracé Dhanis Rukan TCC_Dhanis
-  Mines Consortium Makuta
-  Entités de traitement Consortium Makuta
-  Usines Consortium Makuta

Base Map - © Mapbox © OpenStreetMap





**MAKUTA
YA MAENDELEO**

Dans le courant de l'année 2020, le consortium s'est concentré sur l'analyse de la génération et la collecte des redevances, autour de deux questions centrales : quelle ETD devrait recevoir la redevance des entreprises minières en activité au pays, et à combien celles-ci devraient-elles s'élever ?

Le consortium a mené des recherches pour déterminer quelles entreprises sont soumises à la redevance minière et quel montant devait revenir à chaque ETD concernée entre mi 2018 et fin 2019. La recherche a porté sur les redevances dues entre mi-2018 (l'entrée en vigueur des révisions du Code Minier) et fin 2019, et s'est focalisée sur six provinces minières du pays, à savoir le Lualaba, le Haut-Katanga, le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Maniema et le Haut-Uele. L'identification des ETD bénéficiaires a été faite en analysant la localisation des sites miniers et des usines des entreprises assujetties.

La principale conclusion de l'étude est que de très nombreuses entreprises sont actives dans plusieurs ETD à la fois, alors que le code minier modifié ne prévoit pas de solution de partage claire entre les ETD concernées par ces cas de figure. Ainsi, le consortium propose des solutions concrètes afin d'y remédier et appelle le gouvernement à adopter des mesures règlementaires pour combler les lacunes.

La redevance minière destinée aux entités territoriales décentralisées :

Un casse-tête à résoudre



[La redevance minière destinée aux entités territoriales décentralisées : Un casse-tête à résoudre](#) – Consortium Makuta – Novembre 2020

Après cette première étude, le consortium s'engagera à comparer les estimations des redevances avec les sommes effectivement perçues telles que déclarées à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). Par ailleurs, chaque organisation locale entamera aussi une collaboration étroite avec une, voire deux ETD, pour le suivi de l'affectation et la dépense des redevances.

LE CONGO N'EST PAS À VENDRE

Face à la complexité de la corruption au Congo, Resource Matters a encouragé et intégré un consortium baptisé "le Congo N'est Pas À Vendre" (CNPAV), qui réunit 16 organisations nationales et internationales désireuses d'accompagner les autorités congolaises dans leur volonté de lutter contre la corruption.



Les activités du consortium se structurent autour des axes suivants :

1. Sensibiliser l'opinion publique aux problématiques de corruption à travers des campagnes médiatisées sur des cas avérés de corruption ;
2. Favoriser une plus grande redevabilité des acteurs économiques et politiques à travers des plateformes tels que l'ITIE (l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives) ;
3. Mener des études et des analyses sur les dossiers majeurs de soupçon de corruption ;
4. Approfondir le professionnalisme, la coopération et la complémentarité des membres du consortium.

Le groupe mène entre autres campagne contre la conclusion de contrats opaques et le détournement de fonds dans le secteur minier et le secteur de l'électricité. Dans ce cadre, Resource Matters et les autres membres du CNPAV ont mené, deux années durant :

- une campagne nationale pour la publication des contrats miniers ;
- l'ouverture d'une enquête sur les transactions suspectes de M. Dan Gertler, sanctionné aux Etats Unis pour corruption ;
- une campagne pour éviter la signature de contrats déséquilibrés par la SOKIMO.



En collaboration avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux, nous avons porté une attention particulière sur les transactions entre l'homme d'affaires israélien Dan Gertler et la grande multinationale suisse Glencore.

En collaboration avec les journalistes du International Consortium for Investigative Journalism, Resource Matters a découvert que KCC, une filiale de Glencore, avait bénéficié d'un rabais de 440 millions de dollars au titre de pas-de-porte pour accéder à des réserves de cuivre et de cobalt, bien en dessous de ce qu'avait sollicité la société d'État Gécamines, et quatre fois inférieure à ce que pratiquement tous les autres investisseurs avaient accepté pour leur accès aux réserves. Les Paradise Papers révèlent que cette faveur a pu être obtenue grâce à l'intervention de Dan Gertler.

Deciphering the \$440 million discount for Glencore's DR Congo Mines



November 2017

[Décodage du rabais de \\$440 millions pour les mines de Glencore en RDC](#) (ENG) – Resource Matters – Novembre 2017

Le 21 décembre 2017, l'administration américaine a imposé des sanctions contre Dan Gertler en vertu de la nouvelle loi "Global Magnitsky", qui autorise le président américain à sanctionner les acteurs présumés corrompus. C'est la première fois qu'un gouvernement étranger cible ouvertement le magnat minier pour des pratiques de corruption au Congo. C'est aussi la première fois qu'un gouvernement impose des « conséquences tangibles et significatives » pour les activités de Gertler dans le pays. Le rapport de Resource Matters analyse les conséquences concrètes de ces sanctions pour les partenaires multinationaux de Gertler, notamment pour les projets KCC et Mutanda (Glencore) et Kibali Gold Mines (Barrick / AngloGold Ashanti).

The Global Magnitsky Effect

How will U.S. sanctions against Israeli billionaire Dan Gertler affect the DR Congo's extractive sector?



February 2018

[L'effet Global Magnitsky : L'impact des sanctions américaines contre Dan Gertler pour le secteur extractif en RDC](#) (ENG) – Resource Matters – Février 2018



resource matters

NI VUS NI CONNUS



Risques de corruption peu ou pas gérés
dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt



[Ni vus ni connus – Risques de corruption dans la chaîne d'approvisionnement de cobalt](#) –

Science Po Paris & Resource Matters

– Avril 2019

Malgré les sanctions contre Dan Gertler, de nombreux grands producteurs de cobalt continuent à lui verser plusieurs dizaines de millions de dollars chaque année. Ainsi, le risque de corruption envahit la chaîne d'approvisionnement mondiale, risque que les acheteurs de cobalt tels que Volkswagen, Apple ou encore Tesla sont supposés atténuer.

Resource Matters a contacté une douzaine de grands clients directs et indirects de Glencore et a constaté que ceux-ci gèrent généralement peu ou pas ces risques de corruption pourtant évidents. Certaines de ces entreprises nous ont confié ne pas savoir comment gérer de tels risques. D'autres ont indiqué mal maîtriser leur chaîne d'approvisionnement.

PARTENAIRE ACADÉMIQUE

SciencesPo

La Clinique Responsabilité et Innovation Sociale des Entreprises de Sciences Po est un espace de réflexion entre étudiants, professeurs de droit, cadres d'entreprises et avocats sur la responsabilité sociétale et aux pratiques innovantes conçues par les entreprises et les autres organisations. Chaque année, plusieurs étudiants sont sélectionnés pour travailler en étroite collaboration avec l'équipe de Resource Matters sur une problématique spécifique, comme la transparence et la diligence pour les risques de corruption dans la filière d'approvisionnement de cobalt au Congo. Cette collaboration permet aux étudiants d'être exposés aux activités concrètes de l'organisation, tout en y contribuant activement.



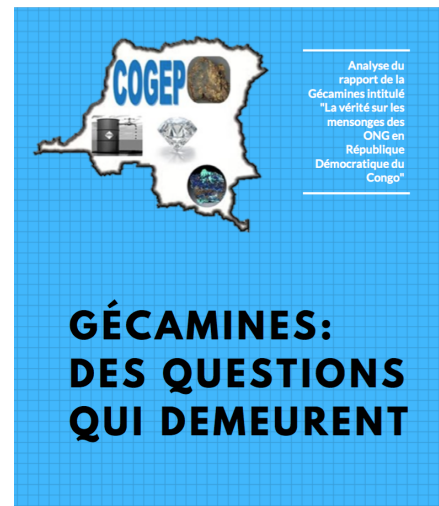
Ainsi, Resource Matters a collaboré avec l'OCDE pour l'élaboration de *Frequently Asked Questions* (FAQ) afin de prévenir les risques de corruption dans la chaîne d'approvisionnement en minerais au niveau mondial. Par ailleurs, nous avons documenté les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du cobalt congolais en vue d'apporter de la transparence dans le secteur. Une version interactive préliminaire de la chaîne du cobalt sera publiée en 2021.



How to address bribery and corruption risks in mineral supply chains



Fidèles à notre jeune tradition d'impliquer les organisations locales dans notre combat, nous avons accompagné la Coalition pour la Gouvernance des Entreprises du Portefeuille (COGEP) dans l'analyse des activités de la Gécamines pour plus de transparence et de redevabilité de cette grande entreprise du Portefeuille de l'Etat congolais. En effet, la note "Gécamines : des questions qui demeurent" de la COGEP a relevé un ensemble d'incohérences dans la gestion de l'entreprise qui nécessitent un complément d'information. Un exercice similaire a été fait sur le dossier dit du "prêt de 200 millions de dollars", où la coalition le Congo n'est pas à vendre a listé une quinzaine de questions méritant des éclaircissements.



MAI 2019

COALITION POUR LA GOUVERNANCE
DES ENTREPRISES PUBLIQUES DU
SECTEUR EXTRACTIF

[Gécamines : des questions qui demeurent](#) – COGEP –
Mai 2019

ET MAINTENANT ? PRIORITÉS POUR L'AVENIR

Les années 2018, 2019 et 2020 ont véritablement vu Resource Matters se déployer et étendre ses activités en RDC. L'avènement du Covid-19 nous a quelque peu perturbé dans notre lancée mais nous avons, malgré tout, pu relever ce défi avec l'ensemble de nos partenaires au prix d'adaptations et d'une grande flexibilité, afin de maintenir le cap et de travailler dans la poursuite de nos objectifs.

Nous sommes ravis de l'envol de ces premières années, que ce soit dans l'implication, la formation, l'autonomisation de ses partenaires congolais, avec qui la collaboration s'est étendue, affinée et renforcée au fil des années, et avec lesquels de véritables réseaux s'organisent, ou la mise en place d'une relation constructive avec les partenaires publics et institutionnels, impliquant la société civile et des acteurs internationaux, qui pendant longtemps peinaient à communiquer et à agir de concert.

Un objectif demeure : une meilleure prise en compte des besoins de la population congolaise dans les décisions et dans les différents projets, quels qu'ils soient, afin qu'ils bénéficient, d'une part, d'un accès étendu et de meilleure qualité à l'électricité, et, d'autre part, de meilleures retombées des revenus des ressources minières colossales que détient le Congo.

Désormais, notre regard est tourné vers l'avenir, un futur où l'on met progressivement en œuvre des actions en rebondissant sur les résultats de nos différentes études et celles de nos partenaires, tout en gardant le même *modus operandi* qui est de préserver le sens de la rigueur dans nos recherches et dans notre plaidoyer, en s'efforçant que les résultats obtenus connaissent un retentissement au sein de la société congolaise. La prise de conscience est une première étape, qui par la suite renforcera encore davantage le plaidoyer déjà initié avec l'aide de nos partenaires congolais.

NOS RESSOURCES

Notre équipe constitue notre principale ressource. Nous remercions l'ensemble des membres, employés et autres collaborateurs pour leur engagement sans limite.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



Peter Rosenblum
Président du Conseil
d'Administration



Sophie Borel
Trésorière
Membre du Conseil d'Admin.



Emmanuel Umpula
Membre
Assemblée Générale



Patrick Heller
Membre
Assemblée Générale



Jeremy Perelman
Membre
Assemblée Générale



Elisabeth Caesens
Directrice Exécutive
Membre du Conseil d'Admin.



Jean Claude Mputu Ingole
Directeur Adjoint



Jean Pierre Okenda Lohese
Directeur Industries
Extractives



Roxanne Naessens / Emilie Djawa
Collaboratrices Administration



Aminata Ndiaye / Roxane Agon
Collaboratrices Sciences Po



Sébastien Porter
Stagiaire Cartographie



Christian Kabongo Mbenga
Point focal Energie



Cristian Trujillo
Coordonnateur Recherche



Callystia Kiangani
Gestionnaire de bureau



Axel Teichmann
Gestionnaire de bureau

ÉQUIPE EXÉCUTIVE

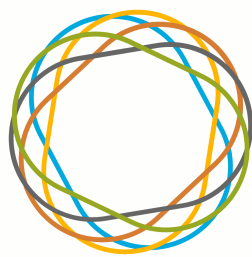
NOS RESSOURCES

Nous remercions nos partenaires financiers qui nous ont accompagné ces dernières années.

Notre principal partenaire financier est le 11th Hour Project de la Schmidt Family Foundation. Cette fondation dédiée à la promotion d'une économie plus propre, durable et équitable nous a accompagné depuis les premiers pas, d'abord à travers une subvention indirecte via le Congo Research Group, puis à partir de Janvier 2018 de manière directe. Elle a aussi été d'un très important soutien à la quasi-entièreté de nos partenaires congolais. Son appui financier et les nombreuses réflexions thématiques et stratégiques ont été d'une importance cruciale pour le développement de notre organisation.

Nous avons au courant de la période également bénéficié de soutien de la part de la coupole d'ONG flamande 11.11.11 (Oct 2018 - Jan 2021) dans le cadre de la coalition *Le Congo n'est pas à vendre* ainsi que l'ONG américaine The Carter Center (Oct 2020 - Mar 2022) dans le cadre de la prochaine phase du programme *Makuta ya Maendeleo*.





resource matters

Resource Matters ASBL
Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8
1210 Bruxelles
Belgique

info@resourcematters.org
www.resourcematters.org